

*EADS, SAFRAN, Dassault, les fleurons de l'industrie aéronautique française sont à nouveau les otages des politiques financières de leurs actionnaires qui n'hésitent pas à affaiblir leurs potentiels humain et technologique et à mettre en péril leur réputation d'excellence pour préserver leurs dividendes. Les menaces de délocalisation sont inacceptables !*

# Halte aux délocalisations Des actes tout de suite !

## **Un constat en trompe l'oeil**

Louis Gallois, PDG d'EADS, partant de la faiblesse du dollar par rapport à l'Euro - qui pénalise les productions réalisées en Europe - (productions payées en Euros, ventes libellées en dollars) annonce qu'il s'apprêterait à délocaliser des productions d'Airbus en zone dollar.

Mais Louis Gallois com-

me Dassault de son côté, fait un constat en trompe l'oeil. En effet, le différentiel dollar/euro ne semble pas dans l'immédiat pénaliser les ventes d'Airbus dont les commandes enregistrées représentent une pleine charge des chaînes de montage pour les 7 ans à venir. 4 années pour Dassault et son Falcon. Le montant des salaires dans le prix des avions ne cessant lui de se réduire (Il se situe autour de 19% du prix d'un Airbus).

## **Le pacte des actionnaires contre l'emploi**

Pour EADS, c'est peut-être dans la volonté d'aggraver le plan Power 8, qu'il faut chercher les raisons de cette dramatisation soudaine.

Power 8, un plan de suppres-

sion de 10 000 emplois, décidé après une série de graves fautes de gestion (dont sont principalement responsables les actionnaires Lagardère et Daimler-Benz) ces dernières années, peut-être doublées de délits d'initiés selon la note transmise par l'Autorité des marchés financiers au Parquet de Paris le 3 octobre dernier.

Et c'est une aubaine pour l'avionneur Dassault que EADS montre ainsi la voie dans laquelle il s'engouffre.

Mais c'est bien le pacte des actionnaires qui une fois de plus relance la course aux dividendes contre l'emploi.

En tout état de cause, si de telles décisions de délocalisations étaient prises, elles por-



teraient un nouveau et terrible coup à l'emploi et à notre industrie aéronautique.

## **Le Super-Sarko antidélocalisation est muet**

N. Sarkozy qui s'est auto-proclamé durant la campagne présidentielle, champion de la lutte contre les délocalisations est aujourd'hui au pied du mur. Il doit agir et agir vite.

Il lui faut agir pour contrer le dumping monétaire pratiqué par les Etats-Unis. Mais l'allégeance récemment réaffirmée du Président français envers son homologue américains laisse mal augurer de sa fermeté face aux Etats-Unis.

Pourtant les moyens existent pour y parvenir! **La Banque centrale européenne en a les capacités.** Pour cela, il est temps de remettre en cause radicalement son statut et ses orientations afin qu'elle résiste face au dollar et s'engage dans une politique de soutien à l'emploi et au développement économique, comme le fait à sa manière et contre nous, la Réserve fédérale américaine.

C'est la responsabilité du Président de la République et

de son gouvernement d'en prendre l'initiative dans les institutions de l'Union européenne.

## **Le Traité bis confirme l'impuissance européenne face au dollar**

Nous gardons en mémoire que cette exigence fut un temps agitée à des fins de propagande électorale par le candidat Sarkozy. Il est insupportable que cette exigence soit aujourd'hui bafouée une nouvelle fois par le Traité européen bis qui réaffirme l'indépendance de la BCE.

Ce Traité, copie conforme du projet de Traité constitutionnel rejeté par plus de 55% des françaises et des français le 29 mai 2005, c'est la loi des marchés contre les peuples.

Sarkozy prétend le soustraire au vote des françaises et des français. **Exigeons ensemble un référendum!**

**Roland Muzeau, député communiste intervient à l'Assemblée nationale, question d'actualité au Premier ministre, mercredi 5 décembre 2007 :**

*"Il fut un temps où les libéraux*

*nous expliquaient qu'il fallait délocaliser les productions à faible valeur ajoutée, à faible compétence, industrie textile, automobile, électronique, téléphonie ont été sacrifiés... Vous nous disiez que : "les licenciements d'aujourd'hui feront les emplois qualifiés de demain". Qu'ont fait les gouvernements depuis 2002, moment où l'euro s'échangeait à 0,90 contre 1 dollar?*

*Qu'ont fait les entreprises qui avec un euro fort achètent les matières premières en dollar et n'ont pas anticipé les évolutions monétaires et couvert leurs échanges? (...)*

**Arrêtons** de prendre prétexte de la faiblesse du dollar par rapport à l'euro comme s'il n'existait aucun levier pour assurer notre développement industriel"

**Exigeons** la fin de l'indépendance de la Banque centrale européenne, un vrai contrôle démocratique sur ses décisions qui doivent être réorientées en faveur de l'emploi.

**Acceptez** la tenue d'un débat référendaire sur le Traité européen dit "simplifié".

*Monsieur le Premier ministre allez-vous enfin agir pour mettre un terme au chantage aux délocalisations des grandes entreprises comme Dassault, EADS, SAFRAN ?"*



---

## **Parti communiste français, un parti libre pour bâtir un monde juste**

Le Parti communiste français est un collectif militant. Ensemble, organisé-e-s, nous sommes plus fort-e-s pour faire face à la droite et à l'extrême droite, pour construire une alternative crédible de société, pour changer la politique.

Notre militantisme est riche, solidaire, démocratique. Rejoignez-le !

Je souhaite être informé-e des initiatives du Parti communiste français

Je décide d'être membre du Parti communiste français

Je verse..... euros (chèque à: Association de financement du PCF)

Nom et prénom..... Adresse.....

.....tél. :.....Mel .....

Renvoyer au Parti communiste français 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris cedex 19

Tél: 01 40 40 12 12

e-mail: pcf@pcf.fr

web: www.pcf.fr

Décembre 2007